

SODIM

Programme de financement intérimaire des crédits d'impôt remboursables aux entreprises maricoles

Adopté en novembre 2004, modifié en décembre 2008

Objectif

Cet outil de financement vise à augmenter les liquidités des entreprises maricoles en leur permettant d'avoir un accès rapide aux crédits d'impôt auxquels elles ont droit en fonction des mesures fiscales offertes par les gouvernements provincial et fédéral.

Conditions générales d'admissibilité

- La SODIM doit détenir une participation financière dans l'entreprise;
- L'entreprise doit être membre de la SODIM (et avoir payé sa cotisation annuelle).

Crédits d'impôt visés par le programme

- Crédit d'impôt à la masse salariale – CMS;
- Crédit d'impôt à la recherche scientifique et au développement expérimental – RS/DE;
- Crédit d'impôt à l'investissement (provincial) – CII.

Formes du financement

Pour les crédits d'impôt à la masse salariale et à la recherche scientifique et au développement expérimental, le financement sera fait sous la forme d'un billet à terme. La SODIM versera directement le montant de l'avance à l'entreprise.

Pour le crédit d'impôt à l'investissement, le financement sera fait sous la forme d'une garantie de prêt ou de marge de crédit auprès de l'institution financière de l'entreprise. Celle-ci devra faire les démarches nécessaires pour l'ouverture d'un nouvel emprunt bancaire qui sera garanti par la SODIM.

Modalités d'application

Crédit d'impôt à la masse salariale

Montant :

Quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du montant prévu du crédit d'impôt en se basant sur les prévisions salariales ou sur les salaires réellement versés.

Admissibilité :

- Fournir le certificat d'admissibilité délivré par Investissement Québec;
- Fournir les prévisions salariales ou le journal des salaires;
- Une confirmation venant d'un vérificateur externe pourra être demandée par la SODIM si elle le juge nécessaire.

Crédit RS/DE

Montant :

Quatre-vingts pour cent (80 %) du montant réel réclamé en crédits RS/DE par l'entreprise ou du montant estimé par le vérificateur externe suite à l'observation des dépenses réelles en cours d'année.

Admissibilité :

- Fournir une copie du rapport d'impôt montrant le montant réclamé;
- OU
- Fournir un rapport du vérificateur externe sur les coûts admissibles aux crédits RS/DE avec le calcul du montant qui sera réclamé.

Crédit d'impôt à l'investissement

Montant :

Quatre-vingts pour cent (80 %) du montant réel réclamé en CII par l'entreprise ou du montant estimé par le vérificateur externe suite à l'observation des investissements réels ou à venir de l'entreprise.

Admissibilité :

- Fournir le certificat d'admissibilité délivré par Investissement Québec;
 - Fournir une copie du rapport d'impôt montrant le montant réclamé;
- OU

- Fournir un rapport du vérificateur externe sur les coûts admissibles au CII avec le calcul du montant qui sera réclamé.
- Fournir une copie de la facture et une preuve de paiement total ou partiel (le solde étant le montant à financer) fournies par le fournisseur.

Dans tous les cas, la SODIM se réserve le droit d'ajuster le montant admissible à une avance selon ses connaissances des activités de l'entreprise, son historique et des perspectives futures de celle-ci.

Pour tous les types d'avance sur les crédits d'impôt, le formulaire CO-1055 (chèque du gouvernement acheminé vers la SODIM) et le formulaire MR-69 (autorisation au ministère de fournir de l'information à la SODIM sur le dossier du client) devront être signés par le promoteur.

Conditions générales de financement

Taux d'intérêt :

Taux préférentiel de la Caisse populaire Desjardins à la date d'émission du billet. Ce taux ne pourra cependant pas être inférieur à 4 %. Les intérêts sont payables deux fois l'an suite aux facturations du 31 mars et du 30 septembre.

Remboursement :

Pour les billets à terme, les sommes en capital sont remboursables, selon la première échéance, dès la réception des crédits d'impôt (CMS ou RS/DE) ou à la date définie lors de l'émission du billet (habituellement un an après la fin d'exercice relative aux crédits d'impôt financés).

Dans le cas du crédit d'impôt à l'investissement (CII), la SODIM devra être libérée de sa garantie dès la réception des crédits d'impôt ou à la date définie lors de l'émission du billet (habituellement un an après la fin d'exercice relative aux crédits d'impôt financés).

Frais d'analyse :

Des frais d'analyse de 1 % du montant financé (maximum 250 \$) s'appliqueront à chaque demande. Le montant maximal de frais d'analyse est fixé à 500 \$ par année financière de la SODIM (1^{er} avril au 31 mars).

Hypothèque :

Pour garantir les avances, la SODIM enregistrera une hypothèque mobilière de 1^{er} rang sur les créances spécifiques auprès du RDPRM. L'hypothèque portera sur tous les billets présents et à venir sur les crédits d'impôt.

Les frais d'enregistrement (actuellement de 200 \$) seront retenus à l'émission du billet.

Prise d'effet

Les modifications au programme de financement intérimaire des crédits d'impôt remboursables aux entreprises maricoles sont effectives à partir du 10 décembre 2008, date de leur approbation par le conseil d'administration.

La SODIM se réserve le droit, sans préavis, de modifier le présent programme.

**Tableau comparatif du financement intérimaire des crédits d'impôt
SODIM versus Investissement Québec**

	SODIM	INVESTISSEMENT QUÉBEC
Types d'intervention	Billet à terme ou garantie de prêt	Garantie de prêt auprès d'une institution financière
Montant maximal du prêt vs les crédits à recevoir	Masse salariale : 90 % RS/DE : 80 % CII : 80 %	75 % 75 % *
Montant maximal en \$ des avances	Masse salariale : Pas de limite RS/DE : Pas de limite CII : pas de limite	20 000 \$ 50 000 \$ *
Taux d'intérêt	TP (avec minimum 4 %)	TP + 3 % négociable
Commission (frais d'analyse)	1 % jusqu'à un maximum de 250 \$/demande (avec un maximum de 500 \$/année par entreprise)	1 % du montant/demande
Enregistrement de garantie	200 \$	2 % du montant/demande
Accessibilité au fonds	Dès le début des opérations	12 mois après le début des opérations

* CII : Aucun programme de financement intérimaire des crédits d'impôt à l'investissement en date d'aujourd'hui.